

# Les trois utopies européennes

Francis WOLFF

---

LES CARNETS DE L'INSTITUT DIDEROT

# Les trois utopies européennes

Francis WOLFF

MARS 2022

---

# Sommaire

Avant-propos André Comte-Sponville	p. 5
Les trois utopies européennes Francis Wolff	p. 15
Questions de la salle	p. 41
Les publications de l'Institut Diderot	p. 57

---

# Avant-propos

C'est sans doute la première idée qui me vint, dès que je fus nommé directeur de l'Institut Diderot : inviter Francis Wolff à y faire une conférence. Point seulement ni surtout par amitié, mais parce que je le tiens pour l'un des penseurs majeurs de notre temps. Restait à trouver un sujet... C'est lui qui me proposa de parler de l'Europe, ce que j'acceptai d'autant plus volontiers que je suis un europhile convaincu. Comment la France, sans l'Europe, pourrait-elle assurer son indépendance, peser sur la scène du monde, affronter les défis planétaires qui sont ceux de ce siècle ?

Puis la Russie entreprit d'envahir l'Ukraine, on sait avec quelle violence destructrice. La rencontre dont on va lire la transcription eut lieu le 8 mars, donc aux premiers jours de cette guerre. Cela donna à nos échanges une gravité particulière, mais aussi une espèce d'actualité paradoxale, que nous n'avions pas prévue : l'Europe en général, et l'Union européenne en particulier, nous paraissaient d'autant plus précieuses qu'elles se trouvaient soudain confrontées à une guerre, certes en dehors de celle-ci mais sur le territoire de celle-là ! Le propos de Francis

---

Wolff, qu'il avait préparé de longue date, n'en devenait que plus pertinent. Il le nota d'entrée de jeu : « Jamais nous ne nous sommes sentis autant européens, jamais, depuis la fin de la guerre froide, nous n'avons mieux su ce que "européen" veut dire. » Reste à le comprendre philosophiquement, et tel fut l'objet de l'exposé, admirablement riche, de notre invité.

L'Europe ne fait plus rêver, constate-t-il. C'est qu'elle a réussi. On rêve d'idéaux, comme la justice ou la fraternité. On rêve de chimères, comme la France éternelle, le Reich de mille ans ou le communisme. Mais comment rêver du réel ? On ne rêve que de ce qu'on n'a pas ; c'est pourquoi l'Union européenne « continue de faire rêver », mais « ailleurs », en son dehors, que ce soit à l'Est (en Ukraine bien sûr, mais aussi en Albanie, en Bosnie, en Serbie) ou au Sud (spécialement en Afrique, où des millions de gens voudraient venir vivre et travailler dans nos pays). C'est qu'ils rêvent, et on les comprend, de ce que Francis Wolff appelle « un destin à l'européenne : un État de droit respectant les libertés individuelles et un État providence chargé de la protection sociale ».

On rêva pourtant de l'Europe en son sein, mais il y a longtemps, mais comme idéal, tant qu'elle n'était en réalité qu'une juxtaposition d'États rivaux, donc qu'un continent ravagé de guerres, de haines et de nationalismes. L'Europe, comme unité politique, n'était alors qu'une utopie, qui prit, rappelle Francis Wolff, deux formes successives, l'une fixant un but, la seconde se donnant les moyens de l'atteindre.

---

La première de ces utopies, au XVIII<sup>e</sup> siècle, par exemple chez l'abbé de Saint-Pierre ou Condorcet, n'était que « philosophique » : il s'agissait de tendre à la prospérité, par « l'union économique et commerciale », et à la paix, en donnant aux peuples européens « des institutions communes ». C'était assumer une conception constitutionnelle, plutôt qu'identitaire ou ethniciste, de ce qui fait qu'un peuple est un peuple. Primat du politique, primauté de la démocratie : ce n'est pas parce qu'un peuple existe qu'il est souverain ; c'est parce qu'il est souverain qu'il existe (comme peuple, et non plus simplement comme population). Ou pour le dire dans les mots de Francis Wolff : « C'est la démocratie qui fait le *demos* (le peuple), non l'inverse. » Cela en dit long sur le peuple européen, dont j'accorde qu'il n'existe pas encore, et sur sa souveraineté nécessaire, pour qu'il existe enfin.

Deuxième utopie européenne : celle des « États-Unis d'Europe », comme disait Victor Hugo, autrement dit la réalisation concrète et progressive (donc aussi inachevée, inévitablement imparfaite et décevante) de ce que la première utopie se contentait de rêver. C'est l'Union européenne, telle que nous la connaissons. Nous lui devons 75 ans de paix et de prospérité, que nous n'apprécions pas toujours à leur juste valeur (on est ordinairement plus sensible à ce qui va mal qu'à ce qui fonctionne à peu près bien) mais qu'une grosse partie du monde nous envie. Pourquoi cette utopie, au contraire de l'utopie communiste, n'a-t-elle pas abouti au pire ? Parce qu'elle ne se fixa pas pour but d'éradiquer le mal ni

---

d'imposer un bien absolu, mais se donna les moyens – d'abord économiques puis de plus en plus politiques et juridiques – d'avancer progressivement vers un mieux relatif. Comment ? En suivant au XX<sup>e</sup> siècle, peut-être sans le savoir, la voie que préconisait Kant, au XVIII<sup>e</sup> : inventer un droit « cosmopolitique », donc transnational, et une « fédération d'États libres », tous dotés d'un « gouvernement représentatif ». Nous n'en sommes plus très loin. Comme le remarqua Francis Wolff, lors du débat qui suivit sa conférence, « très peu de choses, finalement, nous séparent du fédéralisme : il suffirait que le Parlement devienne une chambre basse et que le Conseil devienne une chambre haute sans droit de veto ». Irons-nous jusque-là ? C'est aux peuples européens d'en décider, pour qu'ils n'en fassent plus qu'un seul – sans renoncer pour autant, cela va de soi, à leur si précieuse diversité, que les nations ont toujours combattue, en leur sein, et que l'Europe – parce qu'elle ne confond pas « l'universel et l'uniforme » – nous permettra de protéger.

Pourquoi parler d'une « troisième utopie européenne » ? Parce que Francis Wolff ne s'arrête pas là, ni dans le temps, je veux dire au présent et à l'avenir proche, ni dans l'espace, autrement dit à l'Europe et à ses frontières. Il rêve que la construction politique de l'Europe serve de modèle « à cette nouvelle utopie que Kant nommait le cosmopolitisme : une confédération mondiale de fédérations continentales, obéissant au principe de subsidiarité ». Une Europe à l'échelle du monde ? Oui, ou un monde enfin unifié et pacifié par des principes et un droit communs (dont nous constatons d'ailleurs les

---

premières avancées, en matière de droit international), mais où l'Europe géographique et politique garderait toute sa place, comme l'un des éléments de la confédération mondiale. C'est pousser jusqu'au bout la logique de l'universel. Dès lors que les peuples ne se définissent plus par leur prétendue « identité », qu'elle soit ethnique ou culturelle, mais par leur constitution (d'autant plus universalisable qu'elle s'appuie sur des principes universels), rien n'interdit d'en étendre le concept – comme faisait là encore Victor Hugo – à toute l'humanité.

C'est sans doute le point, dans l'exposé de Francis Wolff, qui prêtera le plus à discussion. Notre philosophe a certes raison de constater que « la plupart des maux qui nous menacent aujourd'hui sont planétaires : pandémie, terrorisme, réchauffement climatique, catastrophe nucléaire, épuisement des ressources naturelles, extinction des espèces, crise économique mondiale, etc. » Mais peut-on à ce point dissoudre l'Europe, comme civilisation particulière (elles le sont toutes, c'est pourquoi il y en a plusieurs), dans l'universalité de ses principes (qui deviendraient ceux du monde) et l'unité du genre humain ? Sommes-nous à ce point « détachés », comme dit Francis Wolff, de notre histoire, de nos traditions, de nos cultures (qu'elles soient régionales, nationales ou continentales), enfin de ce que la civilisation européenne, toute universaliste qu'elle se veuille, a de particulier, qui la distingue des autres et lui interdit de se prendre, comme elle fit longtemps, pour *la* civilisation ? Que nos identités soient devenues « multiples, hybrides, mouvantes, et même critiques », c'est incontestable (un Français peut



---

se sentir plus proche du dalaï-lama que du pape, haïr le colonialisme, admirer le soufisme, préférer les cuisines asiatiques ou les musiques africaines...). Mais cela suffit-il à les abolir ? Ne sommes-nous vraiment que des « individus abstraits », purs sujets de droit, absolus « citoyens du monde » (*absolvere*, en latin, signifie « détacher »), sans racines ni qualités ?

Beaucoup se joue ici autour de la notion d'individualisme. On a tort de n'en voir le plus souvent que le côté négatif. « Il faut suivre sa pente, disait André Gide, mais en la remontant. » La pente de notre époque est assurément celle de l'individualisme, qui mène à ce que notre orateur appelle, pour la déplorer, « la toute-puissance illimitée des droits individuels ». Mais faut-il pour autant regretter les sociétés holistiques du passé, où l'on brûlait ceux qui n'avaient pas la même religion ou la même sexualité que le groupe ?

Qu'est-ce que l'individualisme ? C'est considérer qu'il n'y a rien de plus précieux qu'un individu humain. C'est ce que j'appelle, pensant à Gide, la *pente* de notre époque. Mais on peut la parcourir (et on la parcourt en effet, selon les moments ou les individus) en deux sens opposés. Si nous la suivons *en montant*, je veux dire vers l'universel, cela signifie qu'il n'y a rien de plus précieux qu'un individu humain, quel qu'il soit (« qu'il n'y a pas de valeur au-dessus des personnes », comme dit Francis Wolff, et que celles-ci sont toutes égales en droits et en dignité). C'est ce qu'on appelle l'humanisme, où je vois l'horizon éthique indépassable de notre temps. Mais

---

si nous prenons cette même pente individualiste de l'époque *en descendant*, donc vers le particulier (disons vers le nombril ou un peu plus bas), cela signifie qu'il n'y a rien de plus précieux... que moi ! C'est ce qu'on appelle l'égoïsme. Chacun de nous, à chaque instant de sa vie, peut et doit choisir non pas son époque ou sa pente, qui s'imposent à nous, mais la direction, montante ou descendante, qu'il y suit, dans telle ou telle situation. De là une complexité irréductible (elle ne se dissout ni dans les leçons de morale ni dans le nihilisme), qui rejoint « l'insociable sociabilité » que Kant avait su diagnostiquer. Que l'égoïsme soit « la source de tout mal », comme disait le même auteur, j'en suis convaincu. Mais aussi qu'il fait partie des droits de l'homme, et qu'on ne saurait prétendre l'éradiquer – mortifère utopie ! – qu'en renonçant et à la liberté et à l'humanisme.

Il n'en reste pas moins que l'humanité est une, comme notre planète, et que la mondialisation (dont Francis Wolff a raison de rappeler qu'elle fit beaucoup plus de gagnants que de perdants) ne cesse de nous rapprocher tous, aussi bien objectivement que subjectivement – même s'il arrive, comme il le note aussi, qu'elle pousse ceux qu'elle menace ou effraie à « se retrancher sur le local », qu'il soit identitaire ou nationaliste (leur petit pays, leurs petites traditions, leurs petites peurs ou haines). Sur la longue durée, et en laissant les passions tristes de côté, je reste convaincu que l'avenir souhaitable et probable de l'humanité est du côté d'une civilisation mondiale déjà en gestation, laïque, démocratique et respectueuse des droits de l'homme. Un État mondial ?

---

Ce n'est pas ce que je souhaite (s'il n'y avait plus qu'un seul État, fût-il confédéral, on ne pourrait plus en changer : cela ferait une liberté de moins). Mais une civilisation mondiale, c'est-à-dire des valeurs communes, à l'échelle de l'humanité (c'est déjà le cas pour beaucoup d'entre elles), et des principes universels (les droits de l'homme), permettant aux divers choix de vie (par exemple religieux, éthiques ou politiques), qu'ils soient individuels ou communautaires, de coexister paisiblement. C'est tendre à la paix des humains, contre la guerre des Dieux.

Cet humanisme universaliste, que Francis Wolff nous aide puissamment à penser (voir son livre *Plaidoyer pour l'universel*, Fayard, 2019), fait partie de ce qu'il y a de plus précieux dans ce qu'on appelle communément les Lumières, auxquelles notre institut, comme Diderot avant nous, reste si fermement attaché. C'est l'une des façons, peut-être la plus précieuse, d'être européen, donc aussi, au moins par le cœur, citoyen du monde. Cela rejoint une forte affirmation de Montesquieu (*Mes pensées*, I, 11), qui suggère ce que pourrait être un libéralisme sans frontières :

« Si je savais une chose utile à ma nation qui fût ruineuse à une autre, je ne la proposerais pas à mon prince, parce que je suis homme avant d'être français, ou bien parce que je suis nécessairement homme et que je ne suis français que par hasard. [...] Si je savais quelque chose utile à ma patrie et qui fût préjudiciable à l'Europe, ou bien qui fût utile à l'Europe et préjudiciable au genre humain, je la regarderais comme un crime. »

---

Ce n'est pas une raison, bien au contraire, pour renoncer à défendre nos intérêts, qu'ils soient nationaux ou européens. Quel peuple l'accepterait ? Quelle démocratie pourrait le décider ? C'est où la politique, toujours particulière, retrouve ses droits, ses contraintes, ses priorités, non pas contre l'universel mais en amont, me semble-t-il, de celui-ci. J'accorde volontiers à Francis Wolff ou à Kant que la logique de l'universel tend en effet vers ce qu'on peut appeler un horizon cosmopolitique ou, cela revient au même, humaniste. Horizon moral ? Horizon politique ? Sans doute l'un et l'autre, mais à deux échelles différentes de temps. L'humanisme, moralement, s'impose dès aujourd'hui (les droits de l'homme sont d'abord nos devoirs) ; le cosmopolitisme (l'unité politique du genre humain) est quelque chose vers quoi on ne peut tendre efficacement qu'à la condition de constater son inefficience actuelle, autrement dit son statut, c'est où je rejoins Francis Wolff, de « bonne utopie » : parce qu'elle propose « un idéal politique inatteignable », en tout cas à court ou moyen terme, mais dont on peut malgré tout entreprendre de s'approcher peu à peu.

Il n'est pas impossible que la guerre en Ukraine, malgré les atrocités sans nombre qu'elle occasionne, le confirme : il y faudrait simplement que le coût à payer, pour la Russie de Poutine, l'emporte largement sur ses gains éventuels. C'est où l'on retrouve l'Union européenne et ses responsabilités.

André Comte-Sponville  
Directeur général de l'Institut Diderot

---

# Les trois utopies européennes

Lorsque André Comte-Sponville, il y a plus de trois mois, m'a demandé un thème pour mon projet d'intervention, il m'a précisé, connaissant le défaut des philosophes : « le public de l'Institut Diderot est surtout intéressé par les perspectives d'avenir ». Ayant écrit un petit livre intitulé *Les trois utopies contemporaines*, je lui ai donc proposé le titre « Les trois utopies européennes ». Je me proposais de plaider, en philosophe, une cause en péril, mais que je pense grosse d'avenir, celle de l'unité politique de l'Europe. La préparation de mon intervention était déjà bien avancée au moment où a éclaté l'invasion de l'Ukraine. Je me suis alors sérieusement interrogé : allais-je devoir changer radicalement mon propos ? Tout ce que je disais de la construction européenne et des utopies successives qu'elle a engendrées, ne se trouvait-il pas rendu caduc par cette guerre ? Douze jours après l'agression, c'est le contraire qui semble vrai. Ce que plusieurs décennies de paix n'ont pas pu faire pour l'unité politique de l'Europe, quelques jours de guerre y ont suffi. L'Union européenne vient d'investir le champ militaire et, après un virage de l'Allemagne à

---

180 degrés, de débloquent 450 millions d'euros pour la livraison d'armes à l'Ukraine et de donner ainsi corps à ce qu'on appelait naguère du nom vague d'« Europe-puissance ». Mais, plus fondamentalement, jamais nous ne nous sommes sentis autant européens, jamais, depuis la fin de la guerre froide, nous n'avons mieux su ce que « européen » veut dire. Au point que l'on serait presque tenté de remercier Poutine d'avoir réussi en quelques jours d'agression un triple exploit : forger l'unité jusqu'à précaire du peuple ukrainien ; renforcer l'unité vacillante de l'Union européenne ; et faire à nouveau du mot « Europe » le nom d'un espoir pour le monde.

Le philosophe serait tenté de voir dans cet événement qu'est la guerre d'Ukraine une leçon hégélienne : le rôle du négatif dans l'histoire. Jules César, montrait Hegel, croyait obéir à son honneur, à sa sécurité et à celle de Rome en allant vaincre la Gaule et le monde méditerranéen, mais c'était en réalité une ruse de la raison, car, « en accaparant le pouvoir unique à Rome, but apparemment passionnel et négatif », il faisait avancer l'idée de régime impérial, qui allait dans le sens de « l'histoire du monde » et vers l'idée d'État moderne ; il suivait « la volonté de l'esprit du monde ». De même, pourrait-on dire, Poutine, croyant assouvir sa propre volonté de puissance et renouer avec la grandeur de l'empire russe, ne faisait qu'accélérer la marche de l'histoire vers l'Europe fédérale et la cosmopolitisation du monde sous le chef des valeurs européennes.

Je vais trop loin ? Sans doute. Et pourtant...

---

Revenons à la situation où se trouvait l'UE il y a seulement deux ans, avant que la pandémie mondiale ne s'abatte sur l'Europe. L'Union se délitait sous nos yeux : échec de la Constitution européenne de 2004, crise de l'Euro, Brexit à l'Ouest, formation de sous-groupes géographiques à l'Est, victoire électorale de partis anti-européens jusque dans les pays fondateurs, graves entorses à la Charte des droits fondamentaux en Hongrie et Pologne, etc.

Et surtout, l'Europe ne faisait plus rêver.

Bien sûr, parce que, qu'est-ce qui fait rêver? Les péripéties du prince et de la princesse! Mais quand, à la fin du conte, « ils se marièrent et eurent beaucoup d'enfants », quel ennui! Il en allait de même pour l'Europe. On disait aux peuples : « les États européens se marièrent et vécurent une éternité de paix. » Ça les faisait rêver? Non, bien sûr. On nous disait : « Les nations européennes s'apparièrent pour une longue prospérité. » Ah bon? Qui rêve d'interminables lendemains pépères au coin du feu? On entendait : « l'Europe » – et hop, au lieu de sauter comme un cabri, ça ne manquait pas, immédiatement on baillait.

La nation, *elle*, cette invention européenne du XIX<sup>e</sup> siècle, se remettait à faire rêver au XXI<sup>e</sup> siècle. La nation fait rêver parce qu'elle est une chimère. Parce qu'elle n'est qu'un conte inventé par les nationalismes, constitué de traditions immémoriales nées la semaine dernière, d'histoires sans cesse réinventées, de supposées « communautés de destin » faites en réalité de luttes

---

sociales ou d'intrigues politiques sordides, la « patrie de nos pères », la « langue de nos mères », ma race, mon lignage, la terre qui est nôtre... mais laquelle? Il n'y a pas si longtemps la « nation française » s'étendait de Dunkerque à Tamanrasset. Et l'Europe? demandait-on... Quelle est sa carte d'identité? Quelle langue y parle-t-on? Qui est son monarque? Et surtout, quel est son peuple, sinon une multitude d'histoires contradictoires, une diversité bigarrée de cultures, de religions et de traditions?

L'Union européenne ne faisait plus rêver les peuples qu'elle unissait. Pourtant, on voit bien aujourd'hui qu'elle continue de faire rêver ailleurs : à l'Est, en Albanie, en Bosnie, en Serbie. Et évidemment en Ukraine. Ou même hors d'Europe. Au Sud, il y a ceux qui rêvent de venir y vivre et travailler – et dont l'Europe ne voulait pas. Il y a tous ceux qui, de par le monde, rêvent pour leur propre pays d'un destin à l'européenne : un État de droit respectant les libertés individuelles et un État providence chargé de la protection sociale.

Cependant, *avant* l'invention de l'État-nation, l'Europe politique n'était qu'une idée des philosophes des Lumières. C'est ce que j'appelle la première utopie européenne. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, elle devint une utopie en un autre sens : un dessein politique irréaliste, celui des Pères fondateurs. Aujourd'hui, la construction européenne est en train de devenir une utopie en un troisième sens : un modèle pour la construction du monde, une utopie cosmopolitique.



---

## I – L'EUROPE COMME UTOPIE PHILOSOPHIQUE

On peut faire remonter l'idée d'union européenne aux « projets de paix perpétuelle », et notamment celui de l'abbé de Saint-Pierre <sup>1</sup>. Entre 1713 et 1717 parurent les trois volumes de ce traité proposant des moyens de « rendre la paix perpétuelle ». Il s'agissait de créer une véritable Union politique « qui tienne toutes les parties de l'Europe unies en un même Corps ». L'idée de « laïcité » est déjà virtuellement présente : « L'union qu'on propose n'est pas la conciliation des religions différentes, mais la paix entre nations de différentes religions ». Ce projet a été largement diffusé en Europe ; il a inspiré la réflexion philosophique, juridique et politique des philosophes. Ce faisant, ils vont dégager les objectifs et le principe de l'unité politique de l'Europe.

Les objectifs : le premier est la paix, le second est la prospérité, par l'union économique et commerciale, comme le montre, à la suite de Saint-Pierre <sup>2</sup>, par exemple Condorcet <sup>3</sup>. Et ce seront justement les deux

- 
1. *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe* par Charles-Iréné Castel de Saint-Pierre (dit abbé de Saint-Pierre).
  2. Voir Von Kulesa, Rotraud & Catriona Seth (éd.), *L'Idée de l'Europe : Au siècle des Lumières*, 1<sup>st</sup> ed., vol. 6, Open Book Publishers, 2017. JSTOR, [www.jstor.org/stable/j.ctt1sq5vcp](http://www.jstor.org/stable/j.ctt1sq5vcp). On se reportera aussi utilement à Jean-Pierre Faye (éd.), *L'Europe une. Les philosophes et l'Europe*, Paris, Gallimard, 1992, Préface de Jacques Delors.
  3. « Les nations de l'Europe, occupées des intérêts communs qui les réunissaient, des intérêts opposés qu'elles croyaient avoir, sentirent le besoin de reconnaître certaines règles entre elles, qui, même indépendamment des traités, présidassent à leurs relations pacifiques », Condorcet, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* (1794).

---

premiers objectifs de la construction européenne des Pères fondateurs dans les années 1950 et 1960.

Quant au principe, il est simple, mais décisif. Il ne faut surtout pas chercher à définir l'identité européenne; ce qui manque à son unité politique, ce sont seulement des institutions communes – comme le veulent Voltaire<sup>4</sup> ou Edward Gibbon<sup>5</sup>. Il ne faut pas chercher à définir son identité, parce qu'elle est par hypothèse métissée. Comme le note le poète et philosophe allemand Herder dans un texte remarquable : « Nulle part les peuples n'ont été autant mélangés qu'en Europe<sup>6</sup>; nulle part ils n'ont si souvent, si brusquement changé de séjour, de coutumes et de mœurs. (...) Il serait assez difficile aux habitants de dire à quelle race, à quelle nation ils appartiennent;

---

4. Voltaire : L'Europe est « une espèce de grande république partagée en plusieurs États (...) : tous [ont] un même fonds de religion, quoique divisés en plusieurs sectes », *Le siècle de Louis XIV*, chap. II « Des États de l'Europe avant Louis XIV ».

5. « Il est permis à un philosophe (...) de considérer l'Europe entière comme une république dont tous les habitants ont atteint à peu près au même degré de culture et de perfection... C'est une espèce de grande république partagée en plusieurs États », *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain (1776–1788)*. Voir aussi Benjamin Constant : « La division même de l'Europe en plusieurs États, est, grâce aux progrès des Lumières, plutôt apparente que réelle. Tandis que chaque peuple, autrefois, formait une famille isolée, ennemie née des autres familles, une masse d'hommes existe maintenant sous différents noms, et sous divers modes d'organisation sociale, mais homogène de sa nature. (...) Elle est assez éclairée pour que la guerre lui soit à charge. Sa tendance uniforme est vers la paix », *De la liberté des anciens comparée à celle des modernes (1819)*.

6. De même Rousseau : « Il n'y a plus aujourd'hui de Français, d'Allemands, d'Espagnols, d'Anglais, quoi qu'on en dise; il n'y a que des Européens. Tous ont les mêmes goûts, les mêmes passions, les mêmes mœurs, parce qu'aucun n'a reçu de forme nationale par une institution particulière. » *Considérations sur le Gouvernement de Pologne (1771)*.

---

s'ils sont Goths, Maures, Juifs, Carthaginois, Romains ; s'ils descendent des Gaulois, des Cimbresii, des Bourguignons, des Francs, des Normands, des Saxons, des Slaves, des Finnois ou des Illyriens, et comment le sang de leurs ancêtres est arrivé jusqu'à eux. Dans la succession des siècles, cent causes font que le caractère natif de divers peuples de l'Europe s'est altéré par le mélange ; autrement, il eût été difficile que l'esprit général de l'Europe se développât jamais. »<sup>7</sup>

Résumons le principe philosophique qui fonde l'unité politique de l'Europe selon les philosophes des Lumières : c'est l'idée, d'origine française (celle de la Révolution et des Lumières), que c'est la Constitution républicaine qui fait l'unité d'un peuple, et non quelque identité préexistante, qu'elle soit ethnique, religieuse, historique ou culturelle. En termes modernes : c'est la démocratie qui fait le *demos* (le peuple), non l'inverse<sup>8</sup>.

Si nous revenons à l'actualité, nous avons sous nos yeux deux conceptions opposées de ce qu'est un peuple. D'un côté, Poutine ne cesse de répéter, pour justifier l'invasion de l'Ukraine, que Russes et Ukrainiens ne sont qu'un seul et même peuple, unis par une même origine ethnique ou linguistique. Cette conception ethnocentriste du peuple est au fondement de tous les nationalismes. À cette conception répond le discours ukrainien que l'identité du peuple ne

---

7. *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité.*

8. Voir sur ce point, les remarquables analyses de Céline Spector, *No demos? Souveraineté et démocratie à l'épreuve de l'Europe*, Paris, Seuil, 2021.

---

préexiste pas à l'acte fondateur de son indépendance (1991) ou de sa Constitution démocratique de 1996, que son unité n'est ni d'origine, ni de langue, ni de religion, car celles-ci sont diverses, métissées, changeantes ; que son unité est politique, autrement dit qu'elle est performative, elle s'est constituée dans et par l'acte même de son institution et se renforce chaque jour dans les actes de sa défense – au contraire de ce que prévoyait Poutine.

Ces idées que, aujourd'hui, le président Zelensky répète en boucle, sont celles que ne cessaient de défendre les philosophes des Lumières. À l'époque, elles étaient utopiques, et nul n'aurait pensé qu'elles pourraient se réaliser institutionnellement un siècle et demi plus tard.

---

## II – L'UTOPIE DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Un poète du XIX<sup>e</sup> siècle avait été visionnaire.

Victor Hugo dans « Le Rhin » (1842–1845) écrivait :

« Que reste-t-il donc de tout ce vieux monde ? Qui est-ce qui est encore debout en Europe ? Deux nations seulement : la France et l'Allemagne. Eh bien, cela pourrait suffire. La France et l'Allemagne sont essentiellement l'Europe. L'alliance de la France et de l'Allemagne, c'est la constitution de l'Europe. (...) Voici la solution : abolir tout motif de haine entre les deux peuples (...) Cette solution constituera l'Europe, sauvera la sociabilité humaine et fondera la paix définitive. »

Victor Hugo ajoutait : « Utopie, soit. Mais, qu'on ne l'oublie pas, quand elles vont au même but que l'humanité, c'est-à-dire vers le bon, le juste et le vrai, les utopies d'un siècle sont les faits du siècle suivant. Il y a des hommes qui disent : cela sera ; et il y a d'autres hommes qui disent : voici comment. Les premiers cherchent ; les seconds trouvent. »

Hugo avait raison : ce qu'un siècle imagine, l'autre le réalise. Mais c'est parfois pour le pire ! On sait ce qui a résulté au XX<sup>e</sup> siècle de la plus vaste et séduisante utopie du XIX<sup>e</sup> siècle, celle du communisme. Une leçon peut en être tirée. Le XIX<sup>e</sup> siècle avait inventé l'idée de l'histoire comme « lutte de classes » et imaginait en conséquence une société sans classe. Le rêve d'égalité se transforma en

---

cauchemar totalitaire pour mille raisons, dont la suivante : puisque le Bien absolu (le Commun) est forcément une idéalité hors d'atteinte, c'est le combat à mort contre le Mal qui devient l'obsession et le but unique. Comme il y a encore et toujours de la propriété et du privé, on ne peut jamais arrêter d'exproprier de force, de déposséder, de communiser.

Toute utopie politique de libération est-elle ainsi condamnée au pire ? Sans doute pas. Dès lors qu'on ne prend pas l'idéal pour un but à atteindre coûte que coûte et que la lutte contre le mal ne prend pas la place de l'avancée progressive vers le mieux.

Il en va ainsi des trois bonnes utopies politiques du XVIII<sup>e</sup> siècle : la démocratie représentative, la construction européenne et les droits humains. Elles se réalisent vaille que vaille depuis le XX<sup>e</sup> siècle. Et elles sont liées.

La « démocratie » par exemple demeure et demeurera probablement toujours une utopie, c'est-à-dire un idéal politique inatteignable. Le concept même de « pouvoir du demos » est un oxymore. C'est l'idée que le pouvoir puisse se confondre avec la communauté sur laquelle il s'exerce. Il y a là une contradiction anthropologique insoluble. Kant l'a exprimée dans la formule célèbre « l'insociable sociabilité »<sup>9</sup> humaine. Voilà le problème : les hommes sont d'une nature telle qu'ils *aspirent* à vivre

---

9. Immanuel Kant, *Idée d'une histoire universelle du point de vue cosmopolitique*, Quatrième proposition.

---

dans une communauté et qu'ils ne *peuvent* pourtant y vivre que contraints. La tendance à la sociabilité se traduit par la formation d'une communauté (*demós*), la tendance à l'insociabilité se traduit par la nécessité d'un pouvoir (*cratie*). De là l'impossibilité d'une démocratie au sens strict qui supposerait la coïncidence absolue de ces deux tendances anthropologiques antagoniques. Tout ce qu'il est possible, et même tout ce qu'il est nécessaire de faire, c'est de tenter de rapprocher ces deux pôles opposés. La démocratie est une utopie, mais c'est une bonne utopie.

Il en va de même, *mutatis mutandis*, de l'unité européenne. Elle est traversée par une contradiction analogue. D'un côté, les Européens aspirent rationnellement à vivre sous le toit de lois communes qui leur assureraient la paix et la prospérité; d'un autre côté, ils ne désirent le faire qu'avec ceux qu'ils estiment leurs semblables. « Nous sommes nous (Français), ils sont eux (Allemands) », et « nous ne sommes pas eux ». Tout ce qu'il est possible, et même tout ce qu'il est nécessaire de faire, c'est de tenter de rapprocher ces deux tendances opposées : l'aspiration rationnelle, et le désir imaginaire. L'Union européenne est une utopie, mais c'est une bonne utopie.

Comment cet idéal philosophique est-il devenu un but politique – celui de l'action volontariste des Pères fondateurs? Et pourquoi cette utopie a-t-elle réussi et n'a-t-elle pas tourné à la tragédie?

Si elle n'a pas mené au pire, c'est qu'elle apparut justement comme un moyen d'en sortir! Car c'est sur ses propres

---

ruines que l'Europe se construisit. Il fallut les millions de morts de deux guerres mondiales et les désastres des totalitarismes et des génocides qui la dévastèrent pour qu'elle se réinventât et pour que l'utopie philosophique devînt une « utopie en acte ».

Quoi qu'il en fût, la construction de l'unité européenne a procédé à l'inverse de l'utopie communiste. On ne chercha pas à extirper une fois pour toutes « le Mal » (les tendances centrifuges, les nationalismes, les différences – qu'elles soient de langue, de culture, de religion, de tradition, de sensibilité), on chercha à cultiver ce qui réunissait les peuples : la paix, la prospérité, la démocratie, les droits de l'homme. On ne chercha pas non plus d'emblée à abolir les frontières : l'Europe de Schengen, c'est-à-dire l'abolition des frontières internes, n'a pas été le début du processus, comme s'il avait fallu commencer par éradiquer ce qui sépare les peuples, mais son avant-dernière étape avant la fédération.

L'histoire voulut que le XX<sup>e</sup> siècle pût réaliser ce que Hugo avait imaginé au XIX<sup>e</sup> grâce aux idées d'un philosophe du XVIII<sup>e</sup> siècle : Kant. Pour reprendre le mot hugolien, on pourrait dire : « Les autres philosophes avaient dit : cela devrait être. Lui entrevit comment. » Les Pères fondateurs de l'Europe ont adopté, on l'a dit, les objectifs et le principe des philosophes français des Lumières. Mais, pour le *comment*, ils adoptèrent, sans s'en douter, la démarche suggérée par le philosophe allemand visionnaire, Kant, dans son *Projet de paix perpétuelle*.



---

Premier principe de Kant pour assurer la paix : il faut inventer un nouveau droit, qu'il nomme « cosmopolitique »<sup>10</sup> : les hommes doivent être considérés à la fois comme citoyens de leur propre État et accueillis comme citoyens du monde lorsqu'ils se déplacent hors de chez eux. Transcrit en termes européens, cela se dit : les hommes seront considérés à la fois comme citoyens de leur propre État – avec tous les droits et devoirs qui en résultent – et citoyens européens avec tous les droits y afférents selon le « principe de subsidiarité ». (Rappelons que ce principe, consacré par le traité de Lisbonne comme un des principes fondamentaux de l'Union européenne, consiste à réserver uniquement à l'échelon supérieur – ici l'Union européenne – ce que l'échelon inférieur – les États membres de l'UE – ne pourrait effectuer que de manière moins efficace.)

Deuxièmement : la paix nécessitera, selon Kant, que chaque État soit une « république » ce qui suppose un « gouvernement représentatif », le respect des droits de l'homme, la séparation des pouvoirs exécutif et législatif et la liberté et l'égalité de tous devant la loi<sup>11</sup>. Transcrit en termes européens, ce principe deviendra l'article 2 du traité de l'UE qui établit les valeurs de l'Union, lesquelles sont également celles des États membres ou de ceux qui aspirent à le devenir. Ces principes fondamentaux sont formulés dans les cinquante-quatre articles de la Charte des droits fondamentaux, regroupés en six

---

10. Je me permets de renvoyer sur ce point à l'analyse de l'utopie cosmopolitique dans mes *Trois utopies contemporaines*, Fayard, 2017.

11. Kant, *Projet de paix perpétuelle*, « Premier article définitif ».

---

grands chapitres : dignité, liberté, égalité, solidarité, citoyenneté, justice.

La paix nécessitera enfin, selon Kant, que tous les peuples s'allient en une «Fédération des États libres», qui devra s'étendre progressivement à partir d'un noyau initial de quelques États attachés à faire la paix entre eux. La construction européenne obéit exactement à cette même démarche progressive. Elle a commencé par quelques nations engagées dans le processus de paix (les six pays fondateurs : France, Allemagne, Italie, Benelux) avant de s'élargir progressivement, mais exclusivement à celles qui adhéraient à ses valeurs fondatrices. Voilà comment, on alla progressivement d'une simple Communauté européenne du charbon et de l'acier (1951) jusqu'à la libre circulation des citoyens dans l'Europe de Schengen.

Et puisque le Préambule du Traité défend le processus d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples et que les États membres déclarent leur volonté d'aller vers toujours plus d'intégration, cette Union devrait mener à ce que Victor Hugo décrivait en 1849, comme les « États-Unis d'Europe ». Ceux-ci n'étaient, à ses yeux, que le premier échelon d'une entreprise à vocation universelle. Il écrit : « Elle s'appellera l'Europe, au XX<sup>e</sup> siècle, et, aux siècles suivants, plus transfigurée encore, elle s'appellera l'Humanité. »<sup>12</sup> C'est, je crois, en effet, la perspective de l'Union européenne aujourd'hui, la troisième utopie européenne, l'utopie cosmopolitique.

---

12. Victor Hugo : *Paris-guide* de l'Exposition universelle de 1867.

---

### III – L'EUROPE AUJOURD'HUI : L'UTOPIE COSMOPOLITIQUE

L'emphase prophétique hugolienne peut faire sourire. Pourquoi les États-Unis d'Europe ne pourraient-ils pas servir de modèle aux autres continents, et d'abord à l'Afrique par exemple, où les frontières héritées du colonialisme correspondent rarement aux sentiments des peuples ? Utopique, sans doute. Mais l'unité politique de l'Europe semblait tout aussi irréaliste dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle lorsque s'exacerbaient les nationalismes.

L'unité européenne est née de son contraire : c'est en Europe, et par l'Europe, que s'inventa au XIX<sup>e</sup> siècle l'idée de nation. On sait quelles guerres, quelles conquêtes, quels génocides résultèrent de cette idée. Nulle région du monde ne fut jamais autant déchirée par les conflits d'identité. C'est pourtant là que s'invente une forme de communauté politique inédite dans l'histoire. C'est en Europe et par l'Union européenne que l'idée de nation est en train d'être dépassée. Pourquoi ce qui s'avère possible ici ne serait pas possible ailleurs, et donc partout ? La construction de l'Europe, ses principes, sa structure peuvent bien servir de modèle à cette nouvelle utopie que Kant nommait le cosmopolitisme : une confédération mondiale de fédérations continentales, obéissant au principe de subsidiarité.

Autrement dit, ce que je m'efforce de montrer, c'est que l'Union européenne n'est pas seulement une nouvelle

---

forme politique inédite dans l'histoire. Elle ouvre aussi à une utopie cosmopolitique.

En sommes-nous si loin? La récente *pandémie* a, dans un premier temps, donné le spectacle de la désunion des États de l'Union. Mais elle a donné lieu ensuite à plusieurs coups de théâtre. L'UE a décidé du fond de relance qui remet en cause l'évolution néo-libérale de ces trois dernières décennies, prenant appui sur une dette mutualisée de 750 milliards d'euros, pour aider en priorité les pays de l'Union dont l'économie a été le plus affectée par la pandémie. Parallèlement, la BCE annonçait un programme de rachat d'actifs et la Commission autorisait les États à s'affranchir des règles communautaires de discipline budgétaire; la règle des 3 % n'était pas une loi d'airain; le pacte de stabilité était suspendu. C'était un tournant historique, le plus grand pas vers le fédéralisme depuis l'échec de la Constitution européenne de 2005 et l'adoption du Traité de Lisbonne en 2009.

Face à un mal frappant l'humanité, les Européens ont réagi non plus en fonction de leurs intérêts nationaux, mais solidairement, de façon transnationale. Ils ont mutualisé les dettes. Ils n'ont pas encore réagi en citoyens du monde, ce qui aurait supposé qu'ils répondent aux appels des ONG et de l'Organisation mondiale de la Santé, en permettant un accès planétaire équitable aux vaccins à travers la plateforme COVAX dont le slogan est que «personne dans le monde ne sera en sécurité tant que le monde entier ne le sera pas». Ce slogan pourrait être généralisé à d'autres risques, car la plupart des

---

maux qui nous menacent aujourd'hui sont planétaires : pandémies, terrorisme, réchauffement climatique, catastrophe nucléaire, épuisement des ressources naturelles, extinction des espèces, crise économique mondiale, etc. Étant donné la globalisation des risques, la nécessité pour les États riches du monde d'aider au développement des régions du monde les plus déshéritées n'est plus une question morale, c'est une question de survie.

C'est en prenant conscience de ce qui nous menace *en tant qu'humains* que nous sommes devenus *plus* européens. Je dirais donc : « Européens, encore un effort pour devenir humains ! » Le rêve européen est né d'une guerre mondiale, c'est d'une pandémie mondiale que peut naître le renouveau de l'Europe ; et c'est une guerre en Europe qui pourrait refaire de cette idée un espoir pour le monde. Car l'unité européenne ne concerne pas seulement l'Europe, mais bien le monde.

Ce qui montre que, aujourd'hui, l'Union européenne est aussi une utopie cosmopolitique, ce sont deux réalités incontestables : l'identité européenne est une identité constitutionnelle, *donc universalisable*<sup>13</sup> ; les principes de la construction européenne sont universels.

D'abord : qu'est-ce qui nous définit aujourd'hui, nous Européens ? Est-ce un attachement à quelque chose qui

---

13. Sur ce point les analyses de Jürgen Habermas sont indispensables et notamment la manière dont il a fait sien le concept de « patriotisme constitutionnel ». Voir *Après l'État-nation, une nouvelle constellation politique*, Fayard, 2000, et *La Constitution de l'Europe*, Gallimard, 2012.

---

serait la civilisation européenne? Je ne le crois pas. Ce n'est pas un attachement à une culture, à une religion, à une histoire, à un ensemble géographique, c'est plutôt, au contraire un détachement. Nous sommes de plus en plus des individus abstraits. Doublement détachés : nous sommes détachés de toute identité particulière (nos identités sont multiples, hybrides, mouvantes, et même critiques), nous sommes détachés les uns des autres, et détachés de tout lien communautaire. Nous sommes devenus des individus. Pour le pire et pour le meilleur. Car là encore, c'est de ce mal que pourrait naître un bien.

Le mal d'abord, c'est la montée de l'individualisme. Nous ne croyons plus au salut commun. Ni au salut, ni au commun. Nous ne rêvons plus d'une Cité bonne, enfin débarrassée du Mal, nous aspirons simplement à une société – ou à un monde – moins mauvais. C'est ainsi que s'est installé, chez nous, le règne des droits individuels. Nous ne désirons plus un État idéal qui nous unisse et fasse de nous un « nous » inédit, un nous enfin nous-mêmes : nous attendons seulement que cet État nous laisse tranquilles, chacun pour soi, et qu'il nous permette de réaliser les aspirations individuelles auxquelles nous pensons avoir droit. Le rêve d'émancipation collective a éclaté en une mosaïque de désirs et d'intérêts.

Les droits individuels ont cessé d'être le nom de l'égalité de tous – ce qu'ils étaient originellement. Ils sont devenus synonymes d'intérêts particuliers (« j'ai bien le droit, on a bien le droit », « qu'il n'y ait plus de limite à

---

ma liberté absolue! », disent les mouvements anti-vax, aucune limite, même celle de l'égalité des autres). Et il en va ainsi de toutes les revendications, comme autant d'exigences auxquelles nous pensons avoir droit. Nous demandons à l'État à la fois de reconnaître le droit des mécréants à blasphémer et celui des croyants à ne pas être offensés; à gauche on exige que l'État accorde à tous un droit égal à l'enfant et à droite qu'il accorde à tous les enfants le droit à un papa et une maman.

Cette montée de la toute-puissance illimitée des droits individuels, on la voit aussi dans ces nouveaux mouvements sociaux, qui ne sont plus des mouvements de classe, des mobilisations syndicales, anti-patronales, mais des mouvements socialement insaisissables comme les Gilets jaunes. La France péri-urbaine, pavillonnaire, oubliée des services publics, celle qui travaille dur et gagne peu, celle qui n'est pas assez pauvre pour intéresser les plans pauvreté et qui n'est pas assez riche pour s'en sortir avec dignité, celle qui n'a jamais défilé avec les fonctionnaires ou la Manif pour tous, a exprimé sa colère contre la taxation du diesel en bloquant les carrefours et en occupant les ronds-points. La droite applaudissait : « révolte fiscale! » disait-elle. La gauche suivit : « justice sociale! » affirmait-elle. L'extrême droite y vit le réveil des « petits blancs » abandonnés par la mondialisation. L'extrême gauche diagnostiqua une maladie du néolibéralisme et pronostiqua « l'insurrection qui vient ». Et tous se mêlèrent au mouvement en soufflant sur les braises. Mais justement, ce qui fait la spécificité de ces mouvements, c'est qu'ils sont rebelles aux concepts

---

politiques classiques, parce qu'ils sont anti-politiques – animés par l'empire des « droits subjectifs ». Ils sont anti-collectivistes – hostiles à toute politique redistributive, ils ne veulent pas d'une société d'assistés, qu'ils estiment réservée à ceux qu'ils nomment péjorativement les *cassos*. Ce sont des révoltes classistes sans conscience de classe. Elles sont anticollectivistes (donc pas de gauche) et en même temps anti-hiérarchiques (donc pas de droite) – car elles dépendent des réseaux sociaux et de leur fausse horizontalité « égalitariste ».

Voici pour le pire de ce que nous sommes devenus sous la montée des droits individuels : des individus abstraits (d'aucuns diraient néo-libéraux), sans lien avec les autres, détachés de toute communauté d'appartenance, et donc privés des solidarités traditionnelles, qu'elles soient familiales, villageoises, religieuses, syndicales, partisans ou culturelles.

Mais il faut aussi voir l'avvers de la médaille. Car cet individualisme marque la victoire (géographiquement partielle et socialement fragile) de l'autonomie individuelle sur la toute-puissance de l'État, sur l'emprise des communautés fermées, des cultures fusionnelles, des intégrismes religieux. C'est là un nouvel homme, inédit dans l'histoire.

Le citoyen démocratique européen est non seulement un individu de plus en plus détaché de ses identités traditionnelles et des autres, mais il est aussi, surtout, de plus en plus détaché de lui-même. Il porte un regard



---

critique sur ce qu'il est et sur ce qu'il pense. Il admet la vérité de certaines croyances et la valeur de certains modes de vie (valeur de premier ordre), mais il reconnaît à d'autres le droit d'exprimer des croyances qui contredisent les siennes ou de vivre selon d'autres modes, parce qu'il accorde une valeur supérieure (une valeur de deuxième ordre) à l'existence d'une communauté où ces croyances et ces modes de vie puissent coexister. C'est là la définition même du citoyen du monde.

Ce citoyen abstrait est le fruit d'un *triple mouvement historique*.

D'abord la sécularisation (qui commence à la Renaissance), c'est-à-dire la sortie progressive d'un monde intégralement religieux, où tout acte, toute pensée, à chaque instant a une portée spirituelle et doit être rapporté à l'espoir du salut. De là les idées de tolérance et de laïcité. Nous pouvons certes avoir des croyances religieuses, mais ce sont de simples opinions personnelles. Cette sécularisation progressive de nos sociétés a été facilitée et accélérée par la construction de l'État moderne au XVIII<sup>e</sup> siècle, qui nous a familiarisés avec l'idée d'un Droit abstrait et universel, nécessaire à la constitution de l'individu démocratique, l'homme des droits du citoyen, lui-même condition nécessaire de la constitution d'un individu cosmopolite encore plus abstrait, l'homme des droits de l'homme. Et cette individualisation de l'Europe a été encore accélérée par le capitalisme et son idéologie libérale, tant juridique qu'économique. Un homme libéral neutre sur ce qu'est la « vie bonne », qui

---

ne se mêle pas de la guerre des dieux, soucieux qu'il est du calcul de ses propres intérêts. En étant de plus en plus individualistes, nous pouvons de mieux en mieux nous penser comme des citoyens détachés d'un terroir ou d'une nation. Plus nous devenons européens, plus nous nous définissons comme des hommes sans qualité, des citoyens du monde. C'est ainsi que nous prenons conscience qu'il y a une continuité entre trois utopies : celle de la démocratie (rêve de l'unité de la communauté et du pouvoir), de l'utopie européenne (rêve de l'unité politique du peuple européen en dépit de sa diversité culturelle, linguistique et religieuse), et l'utopie cosmopolitique (rêve de l'unité de l'humanité autour de l'universalité des droits humains). Les trois affrontent une difficulté interne analogue, mais elles reposent sur le même pilier : il n'y a pas de valeur au-dessus des personnes et toutes les personnes ont toutes une valeur égale.

Mais la meilleure preuve que la construction européenne mène au cosmopolitisme est que le vrai ciment de l'Union européenne, ce sont ses principes, et que ces principes *ne* sont *pas* des principes européens, mais des principes universels, valables pour tous en tout temps, des principes propres à l'humanité comme telle. En devenant européens, nous sommes *déjà* citoyens du monde.

L'UE est en effet une expérimentation du cosmopolitisme à l'échelle régionale ; elle unit les peuples, non pas autour d'une vision ethnique de la nation, mais d'une conception

---

civique de la communauté politique, qui, par là même, peut cesser d'être nationale pour devenir transnationale voire post-nationale. Elle unit les peuples autour de principes et de valeurs partagés, ceux que rappelle le Préambule de la Charte des droits fondamentaux de l'UE, intégré au traité de Lisbonne (dignité, liberté, égalité, solidarité). Selon l'Article 15, tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union a la liberté de chercher un emploi, de travailler, de s'établir ou de fournir des services dans tout État membre. C'est l'élargissement du droit cosmopolitique tel que Kant l'avait défini. Les ressortissants des pays tiers qui sont autorisés à travailler sur le territoire des États membres ont droit à des conditions de travail et de protection sociale identiques à celles dont bénéficient les citoyens ou citoyennes du pays d'accueil. L'UE est une quasi-fédération d'États libres susceptible d'extension *a priori* illimitée. L'UE a donc une dimension universaliste, c'est un nouvel espace de participation politique instituant des normes de justice au-delà de l'État-nation. Elle est aujourd'hui la meilleure approximation de l'idéal cosmopolitique.

La conscience européenne repose ainsi sur des principes universels. Mais inversement, l'idée, née en Europe, des droits de l'homme, s'impose de plus en plus universellement. La conscience cosmopolitique progresse, ne serait-ce que dans le droit. Voir les Cours régionales des droits de l'homme. Voir aussi la Cour Pénale internationale et les différents tribunaux pénaux régionaux pour l'ex-Yougoslavie, mais aussi pour le Rwanda, le Sierra Leone, etc. Voir aussi les progrès du

---

« dialogue des juges ». Un seul exemple : la Cour suprême des États-Unis a invalidé en 2003 une loi américaine condamnant l'homosexualité, alors même que sa propre jurisprudence allait en sens inverse, en s'appuyant sur un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme. Voir aussi ce qu'on nomme la « délocalisation judiciaire ». Un exemple : en 1998, le général Pinochet, accusé de génocide, torture, terrorisme international et enlèvement, a été arrêté en Angleterre en application d'un mandat d'arrêt international émis par un juge espagnol.

L'unité politique de l'Europe ouvre donc la possibilité de celle du monde. Il n'y a pas à craindre que cette unité politique se fasse au détriment de la diversité culturelle. La variété des langues, des mœurs, des religions, n'a pas été un obstacle à la construction européenne. Bien au contraire : l'Union européenne a toujours été le meilleur garant de cette variété. Les États-nations ont plutôt été les fossoyeurs de la diversité linguistique et culturelle. Ils ont lutté contre les cultures et les langues régionales au nom d'une prétendue unité nationale qu'ils étaient en train d'inventer, et c'est à l'Europe que l'on doit aujourd'hui la reconnaissance et la renaissance de ces cultures régionales. Il n'y a donc aucune raison de supposer que les progrès d'une conscience cosmopolitique mènent à l'uniformité culturelle, bien au contraire.

Aucune région du monde n'avait été autant déchirée que l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle. Son unification économique, puis politique s'est construite vaille que vaille, sur ses ruines. C'était la première ruse de l'histoire. L'Europe explosait

---

à l'Ouest (*Brexit*) comme à l'Est (groupe de Visegrad) et elle menaçait d'imploser sous sa bureaucratie et ses plans d'austérité. Mais la pandémie mondiale lui a permis de renforcer la solidarité interne. C'était la deuxième ruse de l'histoire. Quant à la guerre d'Ukraine, elle permet à l'Europe de renforcer non seulement son potentiel de défense, mais surtout son pouvoir d'attractivité et son message cosmopolitique, en une troisième ruse de l'histoire.

On disait que l'Union européenne manquait de symboles et de héros : la guerre d'Ukraine est en train de lui en donner.

On a pu le dire <sup>14</sup> : l'Union européenne est la réalisation, si rare dans l'histoire, d'une idée philosophique (les droits de l'homme) et d'un idéal politique (la paix, la démocratie, l'État de droit). D'utopie philosophique, elle est devenue une réalité politique. Et celle-ci pourrait bien se retransformer en une nouvelle utopie philosophique : celle de l'unité de l'humanité.

\* \* \*

---

14. Voir par exemple Jean-Marc Ferry, Introduction à J-M Ferry (ed) : *L'idée d'Europe. Prendre philosophiquement au sérieux le projet politique européen*, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2013.

---

# Questions de la salle

**Dominique Guézélou**<sup>15</sup> : *Concernant l'Ukraine, Malraux disait que les démocraties perdent face aux dictatures, dans un premier temps, mais qu'au final elles gagnent toujours. En réaction à votre exposé, je dirais aussi qu'il y a besoin de rêve, de poésie, et que cela avait disparu en Europe.*

**Francis Wolff** : Je vous remercie de ces commentaires, auxquels je n'ai rien à ajouter.

**Jean-Paul Thomas**<sup>16</sup> : *Je partage votre démarche et votre optimisme volontariste, mais je suis en même temps dubitatif. Une première difficulté est la question de l'individualisme. Vous faites référence implicitement à Tocqueville. Parmi les différents remèdes que celui-ci considère, il y a la religion. Qu'en penser ? Deuxièmement,*

---

15. Ancien directeur du développement, direction du management et de l'innovation sociale du Groupe Caisse des Dépôts.

16. Philosophe, collaborateur extérieur au journal *Le Monde* (Le Monde des Livres).

---

*Jean Monnet a clairement pensé l'Europe sur le modèle de l'union des États américains. Or vous cherchez à penser un modèle de la construction européenne qui ne soit ni le modèle communiste, ni le modèle américain, mais un modèle proprement européen. L'Europe ne s'est-elle alors pas historiquement fourvoyée dans un modèle qui est, en fait, un modèle américain ?*

**Francis Wolff :** Vous posez des questions difficiles auxquelles je n'ai évidemment pas la réponse. Dans quelle mesure le modèle de la construction européenne diffère ou est analogue à celui des États-Unis d'Amérique ? Cette question a été très souvent traitée, et je pense que l'analogie ne tient pas longtemps. Car l'Union européenne s'est construite sur, à partir et contre les nationalismes, ce qui n'était pas du tout le cas aux États-Unis.

Vous dites que Tocqueville proposait la religion ou un équivalent comme ciment d'un peuple fédéral. C'est précisément ce qui est impossible en Europe, pour une raison à laquelle j'ai fait allusion, qui est que l'Europe est justement la région du monde la plus sécularisée. C'est précisément pour cela que, selon moi, la seule possibilité est de s'appuyer sur les deux piliers de la démocratie : la souveraineté populaire et les libertés fondamentales. J'ai ainsi essayé de montrer pourquoi, et comment, l'identité européenne aujourd'hui ne peut être celle d'un attachement à quelque chose, mais, paradoxalement, doit se fonder sur le détachement qui caractérise les citoyens européens. C'est le détachement de toute identité qui est le ciment paradoxal de l'Union européenne. Le ciment,

---

en matière d'unité interne. Car il y a deux façons de faire unité. On peut le faire par le biais d'une unité interne, qui manque en effet à l'Europe et dont il faut trouver le ciment. Et il y a une unité externe, dont on peut regretter que la cause soit devenue tangible, mais qui existe : l'unité devant la menace. En l'occurrence, la guerre.

Je ne pense pas qu'en matière d'unité interne, il soit possible de trouver quelque chose comme l'équivalent américain de la religion. C'est pour cela que je soutiens que le seul horizon pour l'Union européenne est quelque chose comme la création d'un citoyen cosmopolitique, c'est-à-dire un citoyen du monde.

J'ajoute que ce projet n'est pas simplement le résultat d'une analyse de la situation, mais, vous l'aurez compris, l'expression d'un vœu.

**Martine Cohen**<sup>17</sup> : *Je commence par une remarque : vous n'avez pas du tout cité le concept allemand de « patriotisme constitutionnel », qui est certainement pertinent ici.*

*Une première question que je souhaite vous poser porte sur l'extension des droits subjectifs : comment l'éviter ? Comment éviter que chaque individu se replie sur lui-même et oublie l'intérêt commun ?*

---

17. Sociologue, Chargée de recherche émérite au CNRS/laboratoire « Groupe sociétés, religions, laïcité ».



---

*J'écoutais par ailleurs hier soir un débat à la télévision dans lequel un historien militaire rappelait qu'en 1938-1939, nous avions reculé devant la guerre, et que cela ne l'avait pas empêchée. Cela pose la question de l'engagement dans la guerre de l'Union européenne, alors qu'elle ne le souhaite pas. Je me demande s'il ne faudrait pas que l'Union européenne réagisse « par surprise », s'engage dans la guerre par surprise, sans attendre que Poutine lui mette le couteau sous la gorge.*

**Francis Wolff :** Vous avez raison, j'aurais pu citer le concept, développé par Jürgen Habermas, de patriotisme constitutionnel. Je suis tout à fait d'accord avec Habermas de ce point de vue-là et un exposé comme celui que je viens de faire va dans le sens de ses analyses, comme de celles de Jean-Marc Ferry.

Vous me demandez ensuite comment lutter contre l'extension des droits subjectifs. Il n'y a pas moyen de le faire. Nous sommes dedans. Sauf guerre au-dessus de nos têtes, ce qui n'est évidemment pas souhaitable, il n'y a pas moyen de faire en sorte que les citoyens européens s'intéressent à autre chose qu'à leurs intérêts et à la défense de leurs droits subjectifs. Tout va dans ce sens. Ce que l'on peut espérer, c'est le retournement de cette idée. C'est ce que j'essaye de défendre dans mon dernier livre : que cela aboutisse, en fin de compte, à quelque chose qui ne serait pas un sens du commun, mais un sens de l'échange que j'appelle, là aussi peut-être dans une veine habermassienne, le dialogue. Cela, à travers certaines choses, y compris celles qui peuvent aujourd'hui

---

nous paraître les plus dommageables, comme les réseaux sociaux. Je pense au développement transnational, transfrontalier, des dialogues, au développement de nouvelles formes de dialogue entre humains.

Mais en effet, nous vivons actuellement l'inverse, la montée des droits individuels, qui est un phénomène européen devenu un phénomène mondial. C'est cela, d'une certaine manière, l'europanisation du monde.

Concernant votre troisième question, je n'ai pas de compétence géopolitique particulière. Je ne peux donner qu'une opinion pas plus informée que celle de chacun d'entre vous. De la même façon qu'il y a eu un élan de solidarité après la pandémie, l'Europe-puissance se découvre brusquement maintenant face à la guerre. L'Union européenne s'est mobilisée parce que ses membres ont bien compris qu'il le fallait dans leur intérêt. Mais pas uniquement en matière de défense. On a beaucoup parlé de l'OTAN. Mais je crois qu'un des motifs principaux de la guerre n'est pas tant la crainte affichée de l'OTAN que la crainte de l'extension d'une zone dans laquelle triomphent les droits individuels et la souveraineté démocratique. Autrement dit, l'Union européenne. Nous défendons quelque chose au-delà de nos territoires. Nous défendons ces deux idées universalistes que sont la souveraineté populaire et la valeur des libertés individuelles.

J'ai écrit l'essentiel de ce texte avant la guerre. Or dès le lendemain de l'invasion de l'Ukraine, on a entendu

---

deux discours. D'un côté, la déclaration de Poutine, qui reprend la définition classique, nationaliste, de ce qu'est un peuple : le peuple russe et le peuple ukrainien sont un seul et même peuple, parce que c'est la même ethnie, la même histoire, la même langue. En face, la position ukrainienne qui soutient que les Ukrainiens sont un peuple parce qu'ils protègent leurs institutions démocratiques et leur souveraineté. On voit là s'opposer les deux conceptions traditionnelles de ce qu'est un peuple, et la seconde va exactement dans le sens de Kant ou, aujourd'hui, de Habermas.

**Anne Carvallo**<sup>18</sup> : *La question de la puissance ne me paraît pas avoir été prise en compte. Car, en fin de compte, il y a cet enjeu, basique, qui est le nerf de l'histoire et qui vient peut-être limiter l'horizon du cosmopolitisme dont vous parlez : qui domine, qui est le maître du monde, quand, comment ? Cela, sur le plan militaire comme sur les plans économique et culturel. Il faut prendre en compte cet enjeu, qui explique peut-être le sursaut d'énergie de l'Europe, qui voit sa puissance menacée.*

**Francis Wolff** : C'est la question traditionnelle des empires et de l'impérialisme. Trois empires rivalisent, les États-Unis, la Russie et la Chine. Que peut-on dire aujourd'hui sinon que, ne serait-ce que pour cette

---

18. Professeure agrégée en philosophie, membre du Conseil scientifique et du Conseil d'administration de l'Institut Transculturala.

---

raison-là, l'Union européenne mérite de devenir aussi une puissance? Et je crois que ça ne peut être qu'une puissance d'un autre type. Parce qu'elle a été commerciale avant d'être politique, et qu'elle était politique avant d'être une puissance. Ce qui n'est pas le cas des autres.

**Raphaël Hadas-Lebel**<sup>19</sup> : *Je voudrais mettre l'accent sur un point qui m'est apparu central dans votre présentation : l'identité européenne est une identité constitutionnelle et ne repose pas sur un attachement à une « civilisation européenne ». C'est une idée fondamentale, qui se rapproche en effet du patriotisme constitutionnel de Habermas.*

*Mais on a le sentiment que l'expérience des trente dernières années en Europe contredit cette analyse. L'identité constitutionnelle ne fait pas rêver. Ce n'est pas sur le fondement des institutions européennes que s'est bâtie une sorte d'attachement des citoyens à la construction européenne. On a le sentiment au contraire que ce qui peut fonder l'unité européenne, c'est un attachement à un mode de pensée, à des modes de vie, à des valeurs, qui s'opposent à celles que peuvent promouvoir d'autres civilisations, comme la civilisation chinoise contemporaine, telle que l'expriment les autorités chinoises actuelles, ou l'Islam. Ce serait plutôt sur cela, sur des différences de civilisation, que pourrait se fonder l'unité européenne.*

---

19. Président de section honoraire au Conseil d'État.

---

*Pas simplement, et je le dis en tant que constitutionnaliste, sur des constitutions et des institutions.*

**Francis Wolff:** Je suis tout à fait d'accord avec la première partie de votre analyse. Je l'ai dit, pour le déplorer : l'Europe ne faisait plus rêver. Entre autres, pour la raison que vous avez dite et que j'ai reprise, à savoir qu'elle s'est construite d'une façon strictement institutionnelle, et juridique. Le juridique a d'ailleurs progressivement pris la place du politique – il y aurait beaucoup à dire là-dessus. Je suis donc d'accord : on ne rêve pas à une constitution. En revanche, vous avez ajouté quelque chose avec lequel je ne suis qu'à moitié d'accord : l'existence d'une civilisation européenne à laquelle nous sommes attachés. Là où je ne vous suis pas, c'est que je ne crois pas que c'est en allant chercher du côté des racines chrétiennes ou ce genre de chose que nous arriverons à cerner ce qui nous rend Européens. Ça n'est pas l'attachement à une langue, ce n'est pas l'attachement à une religion, qui nous rend européens. C'est au contraire une certaine forme de détachement. Notre détachement de la religion comme engagement total et sa définition comme croyance, c'est ça, d'une certaine manière, qui fait la civilisation européenne. Ce qui nous fait Européens, c'est le passage de ce que j'appelle les valeurs de premier ordre, ce à quoi on adhère, sa langue, sa race, etc. à ce que j'appelle des valeurs de deuxième ordre, la traductibilité, la coexistence des différences. Il y a dans presque tous les pays européens une forme de laïcité, l'idée que ce qui nous fait Européens, c'est la possibilité de faire coexister les différences dans un même espace, pas uniquement géographique, mais social.

---

Nous croyons à la fois à des valeurs de premier ordre et à des valeurs de deuxième ordre énonçant la possibilité de coexistence des valeurs de premier ordre. C'est ça aussi qui donne aux Européens ce regard à la fois engagé et critique par rapport à leurs propres valeurs. C'est cela, je crois, qu'on peut appeler les valeurs européennes.

**Alain Grangé-Cabane**<sup>20</sup> : *Merci pour la richesse de cet exposé et le bel optimisme qu'il charrie. Je vais me faire l'avocat du diable et peut-être jeter par ma question une ombre sur ce bel optimisme : on entend beaucoup aujourd'hui, et, si j'ai bien compris, vous en êtes d'accord, que Poutine, en déclarant cette guerre, nous a rendus nolens volens un merveilleux service. Cette guerre pourrait être le ferment, le ciment d'une unité européenne défaillante jusqu'à ce jour. J'ai des doutes là-dessus. Tout simplement parce qu'une guerre est une épreuve. C'est même probablement l'épreuve suprême. Or dans toutes les épreuves, me semble-t-il, l'histoire, la sociologie, la psychologie nous enseignent qu'il y a un très grand risque de décomposition, chacun cherchant à sauver ses intérêts. Plutôt qu'un ciment, cette guerre ne crée-t-elle pas plutôt le risque d'une formidable débandade ?*

**Francis Wolff** : L'histoire le dira – nous ne sommes pas à la fin de l'histoire, seulement à son début. Ce qui me paraît dès maintenant indiscutable, c'est que l'identité

---

20. Maître des Requêtes au Conseil d'État.

---

ukrainienne, précaire, s'est renforcée et s'est même, en partie, constituée grâce à l'agression russe.

Si l'on prend l'exemple de la pandémie, il est vrai que, dans un premier temps, ça a été la débandade des États, que chacun a tiré à hue et à dia. Mais il y a eu, dans un deuxième temps, une sorte d'élan de solidarité et tout ce qu'on avait érigé au nom des États-nations s'est écroulé. Les deux revirements de l'Allemagne, en particulier, sont spectaculaires, qu'il s'agisse du revirement face au pacte de stabilité ou en matière militaire.

Je ne crois d'ailleurs pas que ce soit une loi de l'histoire qu'en cas de tragédie, chacun cherche à sauver ses intérêts. Une autre loi de l'histoire veut qu'un groupe se constitue ou se renforce face à un danger commun. C'est ce qu'on appelle la dynamique de groupe. Mille exemples vont dans ce sens. Ça n'empêche qu'il y aura et qu'il y a déjà des profiteurs de guerre. Ça me semble inéluctable. Mais permettez-moi d'être encore optimiste pour quelque temps.

**Aude Yung** <sup>21</sup> : *L'Europe actuelle, comme construction institutionnelle, ne fait peut-être pas rêver, mais je voudrais rappeler l'enthousiasme qu'a suscité le Mouvement fédéraliste européen juste après la guerre. Le manifeste de Ventotene, dans ma jeunesse, c'était un ferment de militantisme, de mobilisation, qui a eu des*

---

21. Professeure de philosophie.

---

*effets sur la construction européenne. Ne pensez-vous pas que le moment est venu de relancer cet idéal, qui en réalité ne serait pas le début d'un processus, mais le couronnement d'une prise de conscience? Après tout, la France est entourée d'États fédéraux.*

**Francis Wolff :** Très peu de choses, finalement, nous séparent du fédéralisme. Il suffirait que le Parlement devienne une chambre basse et que le Conseil devienne une chambre haute sans droit de veto. Dès lors que vous acceptez la majorité qualifiée, vous acceptez le principe du fédéralisme. D'autres réformes seraient sans doute nécessaires pour que le citoyen se sente mieux représenté à l'échelon européen. Par exemple, que les Parlementaires nationaux soient aussi des parlementaires européens. Il y a plein de propositions...

**Aude Yung :** *Les candidatures transnationales au Parlement européen...*

**Francis Wolff :** Oui, en effet – mais ce que je voudrais souligner, c'est qu'en plus des questions institutionnelles, et là aussi je vous rejoins, le fédéralisme se gagne à la base. Pas simplement au sommet. Erasmus, notamment, est un instrument formidable de circulation des jeunes et d'accès à la traduction. Il y a de nombreux autres moyens de renforcer ce sentiment européen : avec des symboles, des fêtes, mais surtout un renforcement de l'Europe sociale et des régions. Il y a énormément de moyens de développer à la base le sentiment fédéraliste, à une condition : que les peuples n'aient pas le sentiment



---

d'être dépossédés, mais de posséder quelque chose de plus. Car toute la force de ce qu'on appelle aujourd'hui le souverainisme est de dire aux gens qu'ils vont se réapproprier quelque chose. Il faudrait contre cela faire sentir que la souveraineté européenne, c'est s'approprier quelque chose, qui n'était pas déjà nôtre. Il faudrait aussi cesser de confondre ce que j'appelle l'universel et l'uniforme. L'universel n'est pas la négation de la diversité, mais sa condition même d'existence. Vous ne pouvez faire coexister de la diversité que sous le chef d'un universel de second niveau. Il y aurait peut-être moins de mouvements dits souverainistes si les mouvements qui étaient universalistes étaient aussi des défenseurs de la diversité, ce que je suis moi-même.

**Philippe Herzog**<sup>22</sup> : *Votre exposé est très habermassien et je crois qu'il y a chez vous comme chez lui, face au diagnostic d'une ère post-métaphysique, une foi dans des libertés rationnelles qu'auraient apportées l'Europe et l'idée européenne. La question cependant est celle de la place des autres civilisations : comptent-elles pour du beurre, l'origine européenne de cet universalisme n'est-il pas un handicap ?*

---

22. Président-fondateur de l'association Confrontation Europe. Ancien administrateur à l'INSEE et professeur agrégé de sciences économiques à l'université Paris-X Nanterre (1973-2003), Député européen (1989-2004), Président de la commission des relations économiques extérieures et Vice-président de la commission économique et monétaire. Il a également été membre du Conseil Économique et Social (1984-1989), membre du Conseil d'Analyse Économique auprès du 1<sup>er</sup> ministre (1997-2008), et président de l'Institut pour l'Éducation Financière du Public (2006).

---

*Concernant la guerre, je me demande s'il ne faut pas y voir une autre marque de faiblesse, plutôt qu'un renouveau des démocraties et de l'Europe. La démocratie a plutôt régressé qu'augmenté, depuis trente ans. Or cette guerre est peut-être un nouvel exemple de la crise de l'Europe, qui montre que l'Europe n'arrive pas à réconcilier ses trois composantes, Europe de l'Ouest, Europe centrale, Russie. Si elle n'y arrive pas, comment peut-elle prétendre être une force universaliste en train de renaître ?*

**Francis Wolff :** Vous dites qu'il y a chez Habermas, et peut-être dans mon exposé, un rapport à la rationalité qui relève de la foi. Peut-être que Habermas ne le reconnaîtrait pas, mais en ce qui me concerne, je l'admets. Dans un livre que nous avons récemment publié avec André Comte-Sponville, *Le monde à la première personne. Entretiens avec André Comte-Sponville*, je réponds un peu à une question du même ordre. J'y rattache en partie mon universalisme, et les raisons pour lesquelles je suis hostile à toutes les formes de nationalisme, à mon histoire personnelle. Je me fais de l'universalisme une idée qui a quelque chose du rapport que le judaïsme a avec la diaspora. Peut-être ai-je gardé de mon éducation juive, dont il ne me reste pas grand-chose, l'espoir d'une ère messianique, qui n'est pas du tout en liaison avec une spiritualité proprement judaïque, mais avec l'idée d'une réconciliation de l'humanité avec elle-même. Mon optimisme foncier face à la construction de l'Union européenne est du même ordre : je suis très sensible à l'idée que les peuples qui se sont le plus affrontés dans l'histoire peuvent se réconcilier sous le chef d'un modèle lui-même diasporique, si je puis dire.

---

Pour le reste, vous suggérez que l'universalisme européen souffre d'une tare originelle : au nom de cet universalisme européen, on a fait le pire. On peut remonter à 1492 ou à la guerre d'Irak : nous nous sommes crus les porteurs de l'universel face aux sauvages à qui nous apportions la civilisation. C'est vrai et c'est pour ça que je me méfie de toute conception substantielle de l'universel. Toute définition substantielle court le risque d'être utilisée comme le cache-sexe d'entreprises de domination ou d'impérialisme. C'est précisément à cause de ce risque, permanent, qu'on retrouve dans toutes les formes de colonialisme, européen, mais aussi chinois, etc. que je dis que je ne peux reconnaître de définition de l'universel que formelle et procédurale. Et pas substantielle. Je me refuse ainsi à définir la civilisation européenne. Au risque, sinon, de dire comme toujours que les autres sont moins civilisés, car moins universels que nous.

**André Comte Sponville :** *Ton propos est le contraire exact de ce que dit Éric Zemmour. On pourrait le montrer point par point. Et ce qui te donne raison, c'est que depuis la guerre en Ukraine, le souverainisme en général, et Zemmour en particulier, tendent à régresser. Il n'en demeure pas moins qu'un tiers des Français est prêt à voter pour des gens qui se réclament d'un souverainisme étriqué. Une bonne partie de la gauche est devenue paradoxalement anti-européenne, ou en tout cas opposée à l'Union européenne accusée de tous les maux néo-libéraux. Si, comme tout le monde, j'ai apprécié ton optimisme volontaire, que penses-tu de*

---

*cette montée, en Europe et notamment en France, des discours identitaires, souverainistes, voire nationalistes ?*

**Francis Wolff :** C'est évidemment une de mes préoccupations fondamentales, qui m'obsède depuis de nombreuses années : comment se fait-il que triomphent partout, à droite comme à gauche, les identités ? Nationalismes, à droite, identités de toute sorte à gauche. Pourquoi, majoritairement, en Europe, ou, du moins, en France, le peuple a-t-il abandonné les idées redistributives de la gauche pour passer du côté des idées protectrices ou pseudo-protectrices de l'extrême-droite ? C'est une question évidemment très préoccupante. Dans mon *Plaidoyer pour l'universel*, j'aborde ce phénomène, en cherchant à lui opposer des arguments plutôt qu'à l'expliquer, puisque je ne suis pas sociologue ou politiste. Il me semble néanmoins clair qu'il s'agit, première cause, d'un effet de la mondialisation. Comme on le sait très bien, la mondialisation a fait plus de gagnants que de perdants, mais ces gagnants se trouvent en majeure partie hors d'Europe. En Asie, par exemple, tandis qu'on trouve les perdants en particulier dans les classes populaires des pays occidentaux. Ces perdants de la mondialisation se sentent abandonnés par l'État et se retranchent sur des idées comme celle de Nation, qui passe pour un refuge. Menacé par le global, on se retranche sur le local. Une autre explication, mais ce n'est là aussi qu'un élément, sont les réseaux sociaux et la forme qu'ils prennent. Les effets de bulle cognitive qu'ils engendrent sont bien connus et ne sauraient être négligés dans l'agrégation des individualismes.

---

Ainsi, lorsqu'il n'y a plus l'espoir d'un salut commun on se replie vers la Nation, on se forge un ennemi sous la forme de l'étranger. Ce discours est en échec depuis quelques jours, parce qu'il y a maintenant un vrai ennemi, avec une armée, qui ne vient pas du Sud, mais de l'Est. Et que les étrangers paraissent tout d'un coup sympathiques – pourtant, comme le disait un représentant syndical de la SNCF, que j'écoutais hier, si on donne le droit aux Ukrainiens de circuler gratuitement, il serait conséquent de le donner à tous ceux qui veulent simplement déposer en France un dossier de demande d'asile, même quand ils ne viennent pas d'Ukraine et qu'ils ne sont pas blancs. Peut-être les événements actuels, en rendant saillants les vrais dangers et ce type de contradiction, affaibliront-ils cette montée identitaire.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur  
[www.institutdiderot.fr](http://www.institutdiderot.fr)

---

# Les publications de l'Institut Diderot

## Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda

- 
- **L'avenir de l'anti-science** - Alexandre Moatti
  - **L'avenir du logement** - Olivier Mitterrand
  - **L'avenir de la mondialisation** - Jean-Pierre Chevènement
  - **L'avenir de la lutte contre la pauvreté** - François Chérèque
  - **L'avenir du climat** - Jean Jouzel
  - **L'avenir de la nouvelle Russie** - Alexandre Adler
  - **L'avenir de la politique** - Alain Juppé
  - **L'avenir des Big-Data** - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
  - **L'avenir de l'organisation des Entreprises** - Guillaume Poitrinal
  - **L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque** - Régis Debray
  - **L'avenir des inégalités** - Hervé Le Bras
  - **L'avenir de la diplomatie** - Pierre Grosser
  - **L'avenir des relations Franco-Russes** - S.E Alexandre Orlov
  - **L'avenir du Parlement** - François Cornut-Gentille
  - **L'avenir du terrorisme** - Alain Bauer
  - **L'avenir du politiquement correct** - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
  - **L'avenir de la zone euro** - Michel Aglietta & Jacques Sapir
  - **L'avenir du conflit entre chiite et sunnites** - Anne-Clémentine Larroque
  - **L'Iran et son avenir** - S.E Ali Ahani
  - **L'avenir de l'enseignement** - François-Xavier Bellamy
  - **L'avenir du travail à l'âge du numérique** - Bruno Mettling
  - **L'avenir de la géopolitique** - Hubert Védrine
  - **L'avenir des armées françaises** - Vincent Desportes
  - **L'avenir de la paix** - Dominique de Villepin
  - **L'avenir des relations franco-chinoises** - S.E. Zhai Jun
  - **Le défi de l'islam de France** - Jean-Pierre Chevènement
  - **L'avenir de l'humanitaire** - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
  - **L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins** - Georges Malbrunot
  - **L'avenir du Grand Paris** - Philippe Yvin
  - **Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?**  
Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
  - **L'avenir de la Corée du Nord** - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
  - **L'avenir de la justice sociale** - Laurent Berger
  - **Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ?** - Nicolas Arpagian
  - **L'avenir de la Bioéthique** - Jean Leonetti
  - **Données personnelles : pour un droit de propriété ?**  
Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
  - **Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ?** - Pierre Vermeren
  - **Turquie : perspectives européennes et régionales** - S.E. Ismail Hakki Musa
  - **Burn-out - le mal du siècle ?** - Philippe Fossati & François Marchand
  - **L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.**  
Jean-Philippe Hubsch
  - **L'avenir du bitcoin et du blockchain** - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
  - **Le Royaume-Uni après le Brexit**  
Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
  - **L'avenir de la communication politique** - Gaspard Gantzer

- L'avenir du transhumanisme - Olivier Rey
- L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ?  
Géraldine Lacroix & Romain Slitine
- La transformation numérique de la défense française - Vice-amiral Arnaud Coustillière
- L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française  
Gérard Longuet
- L'avenir du Pakistan - Ardavan Amir-Aslani
- Le corps humain et sa propriété face aux marchés - Sylviane Agacinski
- L'avenir de la guerre économique américaine - Ali Laïdi
- Construire l'économie de demain - Jean Tirole
- L'avenir de l'écologie... et le nôtre - Luc Ferry
- La vulgarisation scientifique est-elle un échec ? - Étienne Klein

## Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualezzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthin
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrou
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
- À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
- Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
- L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Handicap et République - Pierre Gallix
- Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli
- Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ?  
Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
- Le maquis des aides sociales - Jean-Pierre Gualezzi
- Réformer les retraites, c'est transformer la société - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Vers un droit du travail 3.0 - Nicolas Dulac
- L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ?  
Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris



- 
- Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de la longévité ? - Jacky Bontems & Aude de Castet
  - De la nation universelle au territoire-monde - L'avenir de la République dans une crise globale et totale - Marc Soléry
  - L'intelligence économique - Dominique Fonvielle
  - Pour un Code de l'enfance - Arnaud de Belenet
  - Les écoles de production - Agnès Pannier-Runacher

## Les Déjeuners / Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ?  
Pr François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia
- Cyber : quelle(s) stratégie(s) face à l'explosion des menaces ?  
Jean-Louis Gergorin & Léo Issac-Dognin
- La puissance publique face aux risques - François Vilnet & Patrick Thourot
- La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique et numérique - Guillaume Pitron
- Comment réinventer les relations franco-russes ? - Alexandre Orlov
- La république est-elle menacée par le séparatisme ? - Bernard Rougier
- La révolution numérique met-elle en péril notre civilisation ? - Gérald Bronner
- Comment gouverner un peuple-roi ? - Pierre-Henry Tavoillot
- L'eau enjeu stratégique et sécuritaire - Franck Galland
- Autorité un «enjeu pluriel» pour la présidentielle 2022 ? - Thibault de Montbrial
- Manifeste contre le terrorisme islamiste - Chems-eddinne Hafiz

## Les Colloques de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique
- L'avenir de l'Afrique

# Les trois utopies européennes

Comment la France, sans l'Europe, pourrait-elle assurer son indépendance, peser sur la scène du monde, affronter les défis planétaires qui sont ceux de ce siècle ?

Puis la Russie entreprit d'envahir l'Ukraine, on sait avec quelle violence destructrice.

La rencontre dont on va lire la transcription eut lieu le 8 mars 2022, aux premiers jours de cette guerre. Cela donna à nos échanges une gravité particulière, mais aussi une espèce d'actualité paradoxale, que nous n'avions pas prévue : l'Europe en général, et l'Union européenne en particulier, nous paraissaient d'autant plus précieuses qu'elles se trouvaient soudain confrontées à une guerre, certes en dehors de celle-ci mais sur le territoire de celle-là !

Le propos de Francis Wolff n'en devenait que plus pertinent. « Jamais nous ne nous sommes sentis autant européens, jamais, depuis la fin de la guerre froide, nous n'avons mieux su ce que "européen" veut dire. »

**André COMTE-SPONVILLE**

Directeur général de l'Institut Diderot

## Francis WOLFF



Philosophe, Professeur émérite et ancien Directeur du département de philosophie de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm. Auteur de nombreux ouvrages, il a publié récemment « Le monde à la première personne. Entretiens avec André Comte-Sponville » (Fayard, 2021).

